

# Le CIO représente l'exemple à suivre pour la Fifa

FOOTBALL L'olympisme a été contraint de se réformer en 1999 après un scandale de corruption

Depuis le début du « Fifa-Gate », de grandes réformes sont unanimement exigées de la Fédération internationale de football. Pour de nombreux observateurs, le départ annoncé de son président, Joseph « Sepp » Blatter, représente une occasion en or pour entreprendre une grande refonte de l'organisation. Après avoir expliqué mardi qu'il renonçait finalement à exercer un 5<sup>e</sup> mandat, le Suisse a déclaré qu'il engagerait lui-même « des réformes ambitieuses » avant de passer le témoin à son successeur, qui doit être nommé fin 2015-début 2016.

Mais de nombreux analystes se montrent sceptiques. Pour la plupart des observateurs, la corruption est surtout le fruit d'un système, généralement qualifié de « clanique », d'« opaque » voire de « mafieux », qui brasse des centaines de millions.

Pour Jean-Loup Chappelet, professeur à l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP) de l'université de Lausanne, une refonte de la Fifa ne peut intervenir que sous une intense pression externe, « de la part des fans, des sponsors et des médias ». Comme cela a été le cas pour le CIO après les JO d'hiver de 2002.

## L'exemple du CIO

La désignation de Salt Lake City, aux États-Unis, comme ville hôte des Jeux d'hiver de 2002 a été entachée de nombreux actes de corruption. Le scandale a éclaté en 1998. Plusieurs membres du CIO ont été accusés d'avoir touché des pots-de-vin – pour un total de 1 million de dollars, et de nombreuses faveurs – de la part du comité d'organisation. Après enquête, six membres ont été exclus du CIO, quatre ont démissionné et dix autres ont écopé d'un avertissement.

Mais, surtout, une batterie de réformes a été adoptée. « Le CIO a commencé par limiter les mandats de ses membres, explique Chappelet, spécialiste de l'institution. Un nouveau système de représentativité a aussi été institué. Le nombre de membres a été ramené à 115 et 15 sièges ont été réservés aux dirigeants de fédéra-

tions internationales, 15 aux comités olympiques nationaux et 15 autres aux athlètes. » La limite d'âge a également été abaissée à 70 ans.

Le processus du choix des candidatures a, lui aussi, été revu. Le CIO interdit ainsi à ses membres de se rendre dans les villes candidates, où ils étaient jusqu'alors accueillis de manière royale, afin

qu'ils ne puissent plus être influencés par les « attentions » de leurs hôtes. Un comité d'éthique, formé par des personnalités externes au CIO, a également été créé.

Le CIO n'en est pas resté là. A la fin de 2014, son président, Thomas Bach, a présenté un nouveau programme de réformes, l'Agenda 2020, qui vise notamment à accroître la transparence. Avec pour première conséquence la publication, en avril, des montants des indemnités versées à ses membres.

## Un modèle ?

Un tel scénario peut-il se répéter au sein de la Fifa ? Rien n'est moins sûr. Comme l'explique l'ancien cadre de la Fifa, Guido Tognoni, « les statuts de la Fifa rendent particulièrement difficile tout changement, car il faut trois quarts des voix du plénum, qui compte 209 membres, un par fédération, pour adopter une réforme ». Et nombre de dirigeants en place rechignent à changer un système dont ils profitent.

Selon l'avocat lausannois François Carrard, directeur général du CIO entre 1989 et 2003, la composition du comité exécutif de la Fifa complique également la tâche. « Le président, quel qu'il soit, est l'otage du comité exécutif, dont les membres sont directement désignés par les confédérations, à l'exception d'une femme choisie, comme le président, par le Congrès. Il n'y a donc aucune unité entre le président et les membres de l'exécutif. Nous

sommes là face à un important problème structurel. Ce qui n'était pas le cas au CIO, où tous les membres de la commission exécutive, en incluant le président, sont élus par la Session, ce qui donne une unité d'action. »

Carrard explique que, suite au scandale qui a entaché l'attribution des Jeux de Salt Lake City, le CIO a pu agir très vite. « L'affaire a éclaté en décembre 1998 et le président s'est donné un an pour faire des réformes. En mars 1999, un congrès extraordinaire a déjà permis de procéder à un grand nettoyage. Près de 10 % des membres sont partis d'une manière ou d'une autre. Puis, en décembre de la même année, le CIO a pu adopter toute une série de mesures. »

## Des mesures demandées

Mais, outre les difficultés posées par les statuts actuels de la Fifa, Carrard estime que l'ampleur du scandale est en tout cas l'occasion de tenter des réformes en profondeur. « Blatter a annoncé qu'il lancerait un processus. Pour cela, il va devoir aller vite, imposer un calendrier serré et s'entourer de personnalités externes reconnues. C'est notamment ce qui a été fait au CIO, avec des personnalités comme t Badinter ou Kissinger. Les sponsors du CIO avaient également été invités à participer aux débats. M Ce qui est sûr, c'est que, si les statuts de la Fifa ne changent pas, aucun président ne pourra entreprendre des réformes. »

En tout cas, nombre de mesures mises en place par le CIO sont réclamées à la Fifa. Et notamment la limitation des mandats, après les 17 années consécutives passées à la tête de l'organisation par Blatter et les 24 ans de règne de son prédécesseur, João Havelange.

« Limiter les mandats à la tête d'une telle organisation est une évidence, estime Jean-Loup Chappelet. Dans de nombreux gouvernements, le nombre de mandats est d'ailleurs limité. Dans les grandes entreprises aussi, les dirigeants ne s'éternisent pas. Il existe presque partout des limites, qu'elles soient formelles ou informelles. »

La répartition du pouvoir est également remise en question. « Au sein de la Fifa, chaque petite fédération a exactement le même poids que les grandes nations du football. Or les petits ne font que

*recevoir. Ils défendent du coup le statu quo. Mais il n'est plus possible que Saint-Marin ait le même poids que l'Italie. Ou que le Liechtenstein possède le même droit de décision que l'Allemagne. Cette pseudo-démocratie n'est plus viable. »*

Ex-secrétaire général de la Fifa, Michel Zen-Ruffin pointe du doigt le même problème : « Si on veut réformer la Fifa, il faut réinventer le système de décision. La question reste cependant délicate. Car un vote par fédération constitue un principe fondamental et fondateur de la Fifa, dont le but initial est de développer le football dans le monde entier. Mais la situation est devenue difficilement gérable. Pour moi, il faudrait travailler sur un système à

*deux étages. Il faut garder le système d'un vote par fédération pour certains sujets. Mais, pour d'autres décisions, les fédérations qui comptent des millions de licenciés doivent peser plus. »*

Pour le Valaisan, la difficulté reste, en effet, de trouver un système qui préserve une certaine égalité de traitement. « Car deux mondes s'opposent au sein de la Fifa : celui des fédérations riches et celui des autres. Et le problème des inégalités ne fera que s'aggraver avec le temps. Car les droits TV ne font qu'augmenter, surtout pour les fédérations puissantes. »

## Le nerf de la guerre

Les sommes d'argent générées

par le football ont, en effet, augmenté de manière exponentielle ces vingt dernières années. Sur la période 2011-2014, les revenus officiels de la Fifa se sont élevés à 5,7 milliards de dollars, pour un bénéfice de 338 millions de dollars et des réserves atteignant plus de 1,5 milliard de dollars. Or, en tant qu'organisation à but non lucratif, comme le veut son statut, la Fifa redistribue l'argent à ses membres. La bataille qui s'annonce pour prendre la direction de la FIFA aura ainsi pour but principal la répartition de ce pactole. ■

GUSTAVO KUHN



LENA  
LEADING — EUROPEAN  
NEWSPAPER — ALLIANCE